



CHSCTD du 29 juin 2020

Madame la Directrice, Mesdames, Messieurs les membres du CHSCTD 95.

« Ils méritent le soutien de la puissance publique et la reconnaissance de la nation. » Ces mots du Président de la République le dimanche 14 juin, les personnels de l'Éducation Nationale les attendaient, et ils les ont entendus. Malheureusement, ces mots ne leur étaient pas destinés.

Le Président n'a pas eu un mot pour nos collègues qui ont fait preuve du plus grand dévouement, en assurant d'abord l'enseignement à distance de leur mieux, compte tenu des contraintes matérielles et familiales, puis en préparant le retour des élèves et enfin en assurant très souvent l'enseignement pour les élèves présents et pour les élèves restés chez eux, dans le souci de ne laisser tomber personne.

Les personnels ont passé des heures au téléphone, sur leur ordinateur, souvent à des heures indues pour effectuer un travail pour lequel ils/elles n'étaient pas préparés, ni accompagnés.

Ces mêmes collègues qui ont été victimes d'une campagne de ce qu'on appelle le *prof bashing*, traités de tire-au-flanc ou de décrocheurs, sous le regard complaisant d'un ministre qui a instauré le volontariat des familles et qui laisse dire que les personnels sont responsables du trop faible nombre d'élèves accueillis, alors que ce sont les contraintes sanitaires qui ont limité le nombre d'élèves pouvant être accueillis.

Ce mépris affiché pour les personnels de l'Éducation Nationale, qui auront une fois de plus appris un nouveau changement d'organisation par la télévision, et qui ont été une fois de plus sommés de se débrouiller sur le terrain avec les injonctions contradictoires, laissera des traces.

Dénigrement, stress, injonctions, surcharge de travail... Toute la gamme des risques psychosociaux est là, favorisée par l'incurie du ministère !

La nouvelle étape dans la réouverture des écoles et des établissements scolaires s'inscrit malheureusement dans la lignée des précédentes : après les annonces télévisées, les personnels, et en particulier les directeurs et directrices d'école, les personnels de direction et les personnels administratifs ont attendu des textes réglementaires.

Dès le lundi matin, les familles se sont légitimement manifestées pour scolariser leurs enfants, mettant les écoles et les directeurs/trices dans une situation intenable car aucune consigne ministérielle n'a été donnée quant aux conditions d'accueil des élèves.

Il aura fallu attendre le mercredi soir, pour avoir connaissance d'un protocole qui remettait en cause celui du matin même, et apprendre qu'un mètre, ça pouvait être un peu moins d'un mètre dans les espaces clos.

Cela signifie-t-il que nous accueillons tous les élèves, sans tenir compte de cette distanciation ?

Cela signifie-t-il que les collégiens pour lesquels il n'y a pas de distanciation possible dans la classe sont « brassés » entre les cours, dans des couloirs exigus ?

Ces décisions sans concertation amènent une fois de plus les collègues à des situations absurdes engendrant du stress et de l'angoisse.

Un bilan devra être fait et une attention particulière portée à la profession qui a subi depuis plusieurs mois les décisions d'un gouvernement bien loin des réalités du terrain et de ses difficultés.

Concluons en rappelant notre opposition à la suppression des CHSCT qui auront montré toute leur utilité dans la période. Les CHSCT ont en effet toute leur place pour rappeler à l'employeur Éducation Nationale sa responsabilité en matière de santé et sécurité des personnels. C'est peu de dire qu'il n'aura pas été à la hauteur.